

LIBERTÉS POLITIQUES

Washington souhaite
«un vrai changement»

Les Américains restent attentifs à ce qui se passe dans le monde arabe, agité par des révoltes à effet domino. Commentant les résolutions du dernier Conseil des ministres, notamment la levée de l'état d'urgence, le département d'Etat américain a estimé que «la décision du gouvernement algérien de lever l'état d'urgence est positive mais elle doit se traduire par une extension des libertés et un véritable changement».

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Ce commentaire a été publié par le porte-parole du département d'Etat américain, Philip Crowley.

C'est pour la seconde fois que le département d'Etat américain s'exprime sur les événements qui se déroulent en Algérie.

Le 13 février dernier, au lendemain de la marche réprimée de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), Philip Crowley avait réagi par appeler les forces de sécurité algériennes à faire preuve de retenue face aux manifestants.

Si le ton était diplomatique, il n'a pour autant pas laissé indifférent. «Nous réaffirmons notre soutien aux droits universels du peuple algérien, y compris les droits de réunion et d'expression (...)», avait affirmé

le diplomate américain. La diplomatie algérienne n'a pas réagi officiellement à cette appréciation américaine de l'interdiction opposée à une manifestation publique et à la répression policière qui s'était abattue sur les manifestants.

La réaction est venue plutôt des partis de l'Alliance présidentielle. Ces derniers ont considéré la réaction du département américain comme une ingérence dans les affaires intérieures du pays.

La dénonciation n'a pas raté de suivre. Il est devenu coutumier en Algérie que la réaction à des déclarations ou positions étrangères relativement à la situation politique interne émane de circuits «semi-officiels», tantôt elle est exprimée par des partis intégrés dans les institutions de l'Etat, tel le gouvernement, et tantôt à travers un commentaire

d'Algérie presse service (APS). Mais il reste que le pouvoir algérien est soucieux de son image au niveau international. C'est ainsi que lors de la dernière marche de la CNCD à Alger, les forces anti-émeutes, déployées en grand nombre, se sont gardées de reproduire ouvertement les brutalités comme ce fut le cas lors de la marche du 12 février. Cela étant, le département d'Etat américain, qui semble garder un œil sur le bouillonnement dans cette partie du globe que sont l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, estime que les réponses apportées par le gouvernement algérien aux aspirations populaires restent en deçà des attentes. Selon Philip Crowley, il reste au gouvernement à étendre concrètement les résolutions du dernier Conseil des ministres vers plus de liberté. Ceci même s'il a estimé que la levée de l'état d'urgence ainsi que le reste des mesures prises en vue de ramener un apaisement sur le front social sont à cataloguer comme des décisions positives.

S. A. I.



Photo : DF

LIBYE

Massacre et risque de guerre civile

La situation se complique dangereusement en Libye. A la catastrophe humanitaire qui frappe le peuple libyen depuis le 15 février dernier, s'ajoute le risque de voir le pays s'installer durablement dans une guerre civile.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Un risque «majoré par le discours de Kadhafi, une véritable déclaration de guerre contre les Libyens qu'il traitait, mardi, de «rats, chiens...». Il promettra de «purifier la Libye, maison par maison, rue par rue, individu par individu». Le chef d'Etat le plus atypique de la planète affirmera le plus sérieusement du monde qu'il n'a pas encore recouru à l'utilisation de la force !

Pour qui connaît le «Guide», cela signifie qu'il ira très loin encore dans la folie meurtrière. Quitte à provoquer un génocide à grande échelle. Et ce ne seront certainement pas les menaces «de sanctions concrètes contre le régi-

me libyen» brandies par l'Union européenne qui le feront reculer.

Habitué aux sanctions internationales, avec notamment un embargo de près de 25 ans, imposé à la Libye par la communauté internationale à la suite de l'affaire Lockerbie, il en faudra beaucoup plus, en effet, pour raisonner «le fou de Tripoli».

Dans un parfait huis clos, dans un pays qui n'a strictement aucune ressemblance avec la Tunisie ou l'Égypte par exemple, se poursuit une vraie guerre dont on ne connaît ni le bilan, ni l'issue.

Hier, des chiffres étaient avancés par plusieurs sources, quant au nombre de morts, mais les disparités entre un chiffre et un autre sont



Photo : DF

telles qu'il est impossible de se faire une idée, même approximative, sur l'ampleur du drame.

Ainsi, quand la Fédération internationale pour les droits de l'homme (FIDH) met en avant le chiffre de 650 victimes jusqu'à hier mercredi, un médecin

français, exerçant à l'hôpital de Benghazi, affirmait, lui, le même jour que le nombre de morts était de plus de 2000, rien qu'à Benghazi.

Seule certitude, en revanche, la férocité des combats entre les partisans de Kadhafi et ses opposants à l'est du

pays. Des villes entières seraient ainsi sous contrôle des insurgés. Le vice-ministre libyen des Affaires étrangères a même affirmé à des ambassadeurs de pays européens, lors d'une réunion hier à Tripoli qu'«Al Qaïda avait établi un émirat islamique dans

la ville de Derna, à l'est du pays». Et que direrait un certain «Abdelkrim Al Hasadi, un ancien détenu de Guantanamo». Propagande ? Risque réel ? En tout cas, Kadhafi a, dès le début du soulèvement populaire le 17 février, accusé Al Qaïda d'en être le vrai commanditaire. «Moi ou Al Qaïda», c'est le message qu'il veut livrer aux Américains surtout.

Mais ce qui est à craindre le plus, c'est de voir Kadhafi, dont les antécédents en la matière sont notoires, organiser lui-même le chaos, y compris en «dopant» les groupes terroristes.

Dans un pays où il n'existe ni parti, ni société civile, et où la société est hyper-armée, tous les scénarios restent possibles. Et plus cela dure, plus le pire est à craindre.

K. A.